

Les bourses de sous-traitance

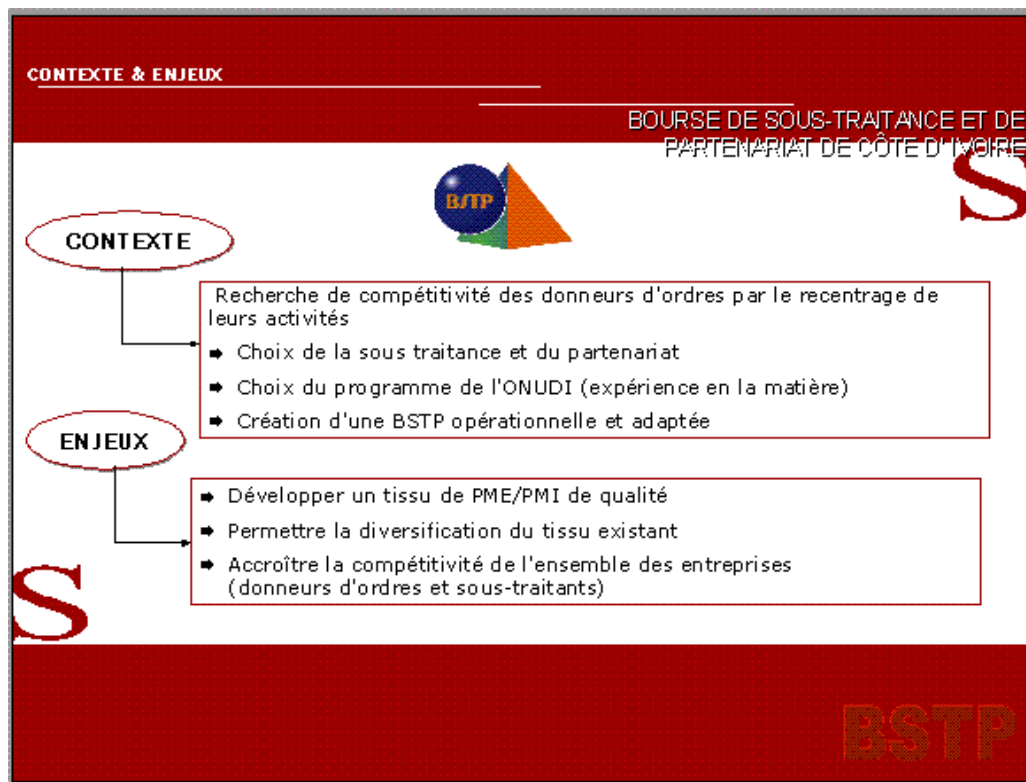


Cécile Carlier © CADE

Cécile Carlier intervient sur la mission de l'ONUDI en Afrique. Cette agence technique a pour vocation d'aider le développement des PME/PMI en Afrique. L'intervenante se propose de mettre en lumière quelques programmes développés par l'ONUDI dans ces pays en les illustrant de cas concrets. Deux grands programmes sont développés sur la thématique de la sous-traitance et sur celle du développement des PME à travers l'effet de levier induit par l'implantation, localement, de grands groupes.

Les bourses de sous-traitance

Les bourses de sous-traitance visent à développer, sur le modèle français, des centres d'information, de mise à niveau, de veille informationnelle et de promotion des PME locales, d'un pays, d'une région, de manière à ce que ces dernières puissent offrir leurs capacités en matière de sous-traitance. Un premier type de bourse consiste à mettre les PME africaines en capacité de sous-traiter sur le marché mondial en les mettant en contact avec des donneurs d'ordre lointains ; ça n'a pas marché. Ces bourses ont donc été revues entièrement. Aujourd'hui, ces bourses essaient de mettre en contact des PME locales avec des grands groupes implantés localement : faire du local avant de faire du global. Ces bourses existent en Afrique du Sud, au Ghana, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Les grands groupes qui ont investi dans ces pays peuvent rechercher des sous-traitants et des fournisseurs. Il s'agit d'aider les PME à répondre aux appels d'offre, à respecter des délais, à dialoguer avec un acheteur, et surtout à maintenir le cap et se développer, ce qui intègre la problématique du financement. Ces bourses de sous-traitance et de partenariat sont en train d'être revisitées par l'ONUDI. On les met en relation avec d'autres organisations de type institutionnel dans les pays, puisque l'ONUDI travaille sur demande au service des gouvernements africains pour le développement du secteur privé. L'ONUDI travaille également avec les agences de promotion de l'investissement qui sont les portes d'entrée pour les investisseurs étrangers. L'idée est de faire en sorte que ces agences connaissent le potentiel de sous-traitance des PME/PMI locales et de leur faire savoir qu'on est en mesure de les rapprocher des soustraitants et de mettre ces derniers à niveau. Une enquête est actuellement menée dans le cadre d'Africanet auprès des investisseurs étrangers et des PME locales pour évaluer les liens établis entre eux. Les résultats sont très variables d'un pays à l'autre - l'Afrique anglophone étant sensiblement plus avancée - et seront présentés au sommet Afrique-France de Tripoli.



© <http://bstp-ci.com/content.aspx?bstp=missions>

Mise à niveau et normalisation

Le second programme est un programme de mise à niveau et de normalisation. Initié en Tunisie, il se développe maintenant avec d'autres institutionnels et agences de développement comme l'AFD, au Cameroun, au Sénégal et au sein de l'UEMOA. Ce programme est essentiel car il apporte une aide au diagnostic sur les méthodes qualité. Il est beaucoup plus orienté sur les industries de soustraitance que sur les prestataires de services et forme des experts en qualité de manière à bâtir une offre de services en matière de certification. Cela permet aux sous-traitants des grands groupes d'intégrer les chaînes de valeur de production. Mais les PME reconnaissent qu'elles ont à faire un pas en avant important mais elles ne disposent pas des financements pour faire les investissements nécessaires. Plusieurs voies sont explorées pour surmonter ce handicap : regroupements d'entreprises au sein d'un GIE*, solutions de financement qui ne soient pas des crédits bancaires. L'ONUDI négocie sur place avec les banques pour la mise en place de fonds de mise à niveau, et avec le gouvernement camerounais, pour subventionner l'investissement matériel. C'est difficile ; les banques sont prêtes à faire des efforts avec des crédits à taux bonifié ou des fonds d'investissement spécialisés capital-risque sur des thématiques d'investissement pour la mise à niveau des entreprises soustraitantes de grands groupes. C. Carlier cite quelques exemples concrets. Au Cameroun, l'ONUDI échange avec Rio Tinto pour la mise en place de programmes de mise à niveau. Elle travaille avec Areva, au Niger, qui a investi dans un outil de capital-risque créé avec différents entrepreneurs nigériens et des investisseurs capitalrisque français. Elle a également travaillé avec Orange-Mali pour la mise en place d'une imprimerie de qualité, à qui elle apporte la compréhension du cahier des charges en lui permettant de développer une offre de qualité qui n'existe pas au Mali. Un autre sujet intéressant est le traitement des déchets, en particulier des déchets électroniques. Comment aider la création de PME se positionnant sur ce marché en développement ?

R. Portella indique que le Ministre de l'industrie de Côte-d'Ivoire essaie de mettre en réseau toutes les bourses en train de se constituer, estimant que le marché ne doit pas être que national mais régional. Qu'en pensez-vous ? C. Carlier répond qu'il n'y a peut-être pas besoin de bourses de soustraitance dans tous les pays. Mais il faut des centres, dans des pays dont le marché industriel est significatif, avec des relais dans tous les pays. C'est une réflexion qui est menée au sein de l'UEMOA à laquelle l'ONUDI est

associée.■

* Groupement d'intérêt économique

[Haut de page](#)